

MARCHE DE SERVICES

Règlement de la consultation

Acheteur

SOCIETE ANONYME AEROPORT DE LA REUNION ROLAND GARROS

Adresse : 74 Avenue Roland Garros 97438 SAINTE MARIE

Téléphone :

Télécopie :

Objet de la consultation

2025EXP016_Prestations d'accueil des personnes et assistance des personnes handicapées et des personnes à mobilité réduite à l'Aéroport de la Réunion Roland Garros

Date limite de remise des candidatures

Date : **05/05/2025**

Heure : 12 h00 (GMT +4)

Date limite de remise des offres

Date :

Heure :

Sommaire

Objet du marché	1
Décomposition en lots	1
Forme des marchés	1
Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution	1
Organisation de la consultation	1
Procédure de passation	1
Mode de dévolution : marchés séparés	1
Dispositions relatives aux groupements	1
Variantes libres	1
Variantes imposées	1
Modification de détail au dossier de consultation	1
Délai de validité des offres	1
Visite des lieux d'exécution du marché	1
Contenu du dossier de consultation	1
Retrait du dossier de consultation	1
Présentation des candidatures et des offres	1
Éléments nécessaires à la sélection des candidatures :	1
Éléments nécessaires au choix de l'offre	1
Jugement des candidatures, des offres et attribution du marché	1
Jugement des candidatures	1
Jugement des offres	1
Attribution du marché	1
Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres	1
Renseignements complémentaires	1
Procédures de recours	1

1. Objet du marché

La consultation a pour objet : Prestations d'accueil des personnes et assistance des personnes handicapées et des personnes à mobilité réduite à l'Aéroport de la Réunion Roland Garros.

Lieu d'exécution des prestations : Sainte-Marie.

1.1 Décomposition en lots

Les différents lots de la consultation sont les suivants :

- Lot 01 : Prestation d'accueil des clients
- Lot 02 : Assistance des personnes handicapées

1.2 Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution

La durée du marché, les modalités de reconduction et les délais d'exécution figurent à l'acte d'engagement.

2. Organisation de la consultation

2.1 Procédure de passation

La présente consultation est lancée suivant la procédure avec négociation en application des articles R. 2124-1, R. 2124-4, R. 2161-21 à R. 2161-23 du Code de la commande publique.

La négociation portera sur les points suivants :

- L'offre financière
- L'offre technique

Sur la base de l'offre remise, l'entité adjudicatrice engagera la négociation. À l'issue de cette négociation, il retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres définis dans le présent règlement de la consultation.

2.2 Mode de dévolution : marchés séparés

La consultation est divisée en 2 lots, chaque lot faisant l'objet d'un marché séparé confié à une entreprise unique ou un groupement d'entreprises.

Possibilité de présenter une offre pour :

- ☐ Un lot
- ☐ Un ou plusieurs lots
- ☒ L'ensemble des lots

2.3 Dispositions relatives aux groupements

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

Possibilité de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements :

- ☐ Oui
- ☒ Non

Ou en qualité de membres de plusieurs groupements :

☐ Oui

☒ Non

2.4 Variante libres

La proposition de variante libre n'est pas autorisée.

2.5 Variante imposées

Il n'est pas prévu de variantes imposées.

2.6 Modification de détail au dossier de consultation

L'entité adjudicatrice se réserve le droit d'apporter au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.7 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de remise de l'offre finale.

2.8 Visite des lieux d'exécution du marché

Les candidats peuvent procéder à une visite des lieux d'exécution du marché.

La visite du site n'est pas obligatoire et elle se fera sur rendez-vous.

Pour obtenir les renseignements afin d'effectuer cette visite, ils devront s'adresser à :

Mr COURTOIS : Stephane.COURTOIS@reunion.aeroport.fr

Mme MANGAYE : Florence.MANGAYE@reunion.aeroport.fr

Aucune question ne pourra être posée lors de la visite. Les questions devront être posées par écrit après la visite sur le profil acheteur.

3. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Document commun aux deux lots :
 - Le présent règlement de la consultation.
 - L'acte d'engagement pour chacun des lots
 - Le cahier des clauses administratives particulières commun à tous les lots
 - Le cahier de clauses techniques particulières commun à tous les lots.
 - Trame du mémoire technique : Contient tous les éléments permettant d'apprécier l'offre technique du candidat (1 mémoire technique pour chacun des lots).
 - La décomposition du prix global et forfaitaire.
 - Le clausier RGPD
 - Effectif par lot

- Lot 1 :
 - Le bordereau des prix unitaires
 - L'engagement de confidentialité
 - Le clausier RGPD
- Lot 2 :
 - Le clausier RGPD pour le logiciel proposé
 - Le clausier SSI pour le logiciel proposé
 - Le plan Assurance sécurité pour le logiciel
 - Les exigences cyber et RGPD pour le logiciel

4. Retrait du dossier de consultation

L'entité adjudicatrice informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé. Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) peut être consulté et téléchargé gratuitement à l'adresse suivante :

https://www.marches-securises.fr/perso/AR-Roland-Garros_974/

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par l'entité adjudicatrice, les opérateurs économiques devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard *.zip (lisibles par Winzip, Quickzip)
- Adobe® Acrobat® *.pdf (lisibles par le logiciel Adobe Reader)
- *.doc ou *.xls version 2000-2003 (lisibles par Microsoft Office ou OpenOffice)
- Rich Text Format *.rtf
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer,. . .).

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où il renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues,. . .).

Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par l'entité adjudicatrice fait foi.

5. Présentation des candidatures et des offres

Les candidats auront à produire, les pièces ci-dessous définies rédigées en langue française.

Les éléments nécessaires à la candidature définis ci-dessous sont produits lors de la phase de sélection des candidatures.

Les éléments nécessaires à la sélection de l'offre ne seront produits ensuite que par les candidats sélectionnés.

5.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures :

LE VOYAGE COMMENCE ICI

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes :

5.1.1 Situation juridique

- Formulaire DC1 ou équivalent : Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants
- Formulaire DC2 ou équivalent : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement
- K'BIS moins de 3 mois
- RIB ou IBAN
- Redressement judiciaire : - Le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire ;
- Déclaration sur l'honneur : le candidat produit une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique ;

5.1.2 Capacité

- Déclaration de chiffre d'affaires :
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique.
- Déclaration d'effectifs :
 - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
 - Moyens humains à disposition : qualité des effectifs appréciée notamment à partir des curriculums Vitae fournis et indiquant les titres d'études et professionnels.
- Liste des moyens techniques :
 - Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- Niveaux spécifiques minimaux exigées (spécifique Lot 2 uniquement) :
 - Liste de l'ensemble des certifications, autorisations et ou agréments qui sont nécessaires à l'exécution et exploitation de l'activité ;
- Références de service ou fournitures similaires :
 - Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par l'entité adjudicatrice s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant

LE VOYAGE COMMENCE ICI

notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché par un engagement écrit de l'intervenant.

En vertu de l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, dans le cadre de leur candidature, il est exigé que les candidats joignent une traduction en français aux éléments rédigés dans une autre langue.

Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats sont invités à utiliser le coffre-fort électronique disponible gratuitement depuis leur compte sur https://www.marches-securises.fr/perso/AR-Roland-Garros_974/.

De plus, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir à l'entité adjudicatrice les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Enfin, selon les dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, l'entité adjudicatrice accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3.

Les candidats peuvent constituer ou réutiliser un DUME dans sa version électronique via l'une des url suivantes : <https://ec.europa.eu/tools/espd/> OU <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Il est précisé que l'entité adjudicatrice n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Service DUME :

Cette consultation est éligible au dispositif 'Service DUME' (ex MPS - Marché Public Simplifié) accessible sur l'url suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>

Par ce dispositif, les candidats postuleront à la consultation par le biais d'un DUME (Document Unique de Marché Européen). Ce DUME sera pré-rempli sur la base du seul numéro SIRET et permettra de :

- Bénéficier d'une reprise des données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux) ;
- Bénéficier d'une reprise des données concernant la taille de l'entreprise et son chiffre d'affaire global ;
- D'attester du respect des obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS).

Les autres informations éventuelles devront être complétées.

Attention, les candidats devront joindre leur offre technique et commerciale ainsi que les

documents de la candidature qui ne seraient pas dans le formulaire DUME.

5.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants :

- Un acte d'engagement (AE) par **lot** (ci-joint à compléter, à dater et à signer)
- Le candidat précisera également la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation de l'entité adjudicatrice.
- Pour le lot n°01 :
 - Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
 - et le bordereau des prix forfaitaires
- Pour le lot n°02 :
 - Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
 - Bordereau de Prix Unitaire (BPU)
 - Détail Quantitatif Estimatif (DQE)
- Un mémoire technique par lot dont la trame figure au DCE.

Le CCAP et les documents remis par l'entité adjudicatrice, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par l'entité adjudicatrice font foi.

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

•Modalités de remise des échantillons

Afin de permettre le jugement de la qualité des articles proposés du critère « Valeur technique » et d'assurer de la qualité des vêtements, de l'harmonie visuelle et de la cohérence graphique, il est demandé aux candidats de fournir les échantillons.

Conformément à l'exception à la dématérialisation posée par l'article R2132-12 6° du Code de la Commande Publique, les échantillons seront à remettre **physiquement** à la Direction des Achats à l'adresse et aux horaires d'ouverture.

Les échantillons devront être étiquetés au dos avec indication :

1. Nom de l'entreprise
2. Intitulé de la consultation
3. Descriptif technique succinct des caractéristiques du produits

La remise des échantillons se fera sous pli scellés avec mention obligatoire des informations suivantes :

2025EXP016_PRESTATIONS D'ACCUEIL DES PERSONNES ET ASSISTANCE DES PERSONNES HANDICAPEES ET DES PERSONNES A MOBILITE REDUITE A L'AEROPORT DE LA REUNION ROLAND GARROS

LOT 1
ECHANTILLONS
IDENTIFICATION DU CANDIDAT
NE PAS OUVRIR

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en l'absence de remise des échantillons, leur offre sera considérée comme étant incomplète et donc déclarée irrégulière.

Aussi, la seule remise des échantillons ne vaut pas soumission pour le présent marché.

▪ Adresse :

Aéroport de la Réunion Roland Garros

74 Avenue Roland Garros

Bâtiment KERVAL

Direction Achats

97438 Sainte-Marie

▪ Horaire 09h00-12h00 13h30 -16h00

Les candidats non retenus devront, dans un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle ils auront été informés du rejet de leurs offres, venir retirer les échantillons. Les opérations de retrait seront à leurs frais. Les échantillons non demandés dans ce délai seront acquis à l'entité adjudicatrice.

Le candidat ne pourra prétendre à aucune indemnité.

6. Jugement des candidatures, des offres et attribution du marché

6.1 Jugement des candidatures

Les critères relatifs à la candidature et intervenant pour la sélection **du lot 1** sont les suivants :

Moyens humains à disposition : Qualité des effectifs appréciée notamment à partir des Curriculum Vitae fournis et indiquant les titres d'études et professionnels.	34 / 100
Capacité financière : Niveau et évolution du chiffre d'affaires sur les 3 dernières années	33 / 100
Références de prestations similaires : Liste des principales prestations effectuées sur les 3 dernières années permettant d'évaluer la capacité du candidat à exécuter la prestation objet du marché.	33 / 100

Les candidatures ayant obtenu une note inférieure à 70 /100 seront éliminées.

Les critères relatifs à la candidature et intervenant pour la sélection **du lot 2** sont les suivants :

Moyens techniques à disposition : Niveau de matériel et d'équipement technique dont dispose le candidat	20 / 100
Moyens humains à disposition : Qualité des effectifs appréciée notamment à partir des Curriculum Vitae fournis et indiquant les titres d'études et professionnels.	20 / 100
Capacité financière : Niveau et évolution du chiffre d'affaires sur les 3	20 / 100

dernières années	
Références de prestations similaires : Liste des principales prestations effectuées sur les 3 dernières années permettant d'évaluer la capacité du candidat à exécuter la prestation objet du marché.	20 / 100
Les certifications, autorisations, agréments, nécessaire à l'exécution de l'activité	20 / 100

Les candidatures ayant obtenues une note inférieure à 70 /100 seront éliminées.

6.2 Jugement des offres

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Lot 1 : Prestation d'accueil des clients

Prix $N1 \text{ (Note du candidat)} = 60 * (M_{\text{mini}} / M_i \text{ où})$ <ul style="list-style-type: none"> Mi est le montant total en Euros HT indiqué dans le DPGF de l'offre examinée Mmini est le montant total en Euros HT indiqué dans le DPGF de l'offre recevable la moins chère <p>Pour l'application du critère « Prix », il sera tenu compte du montant figurant au DPGF complété par le candidat. (<i>Montant Total HT basse saison, Haute saison et fleurissement comptoir</i>)</p> <p>En cas de discordance constatée dans une offre, les prix unitaires prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du DPGF sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans le DPGF seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du DPGF qui sera pris en considération.</p>	45 / 100
Valeur technique de l'offre Définition et appréciation du critère : La valeur technique de l'offre sera jugée sur le fondement des éléments d'appréciation suivants : - Notation de la valeur technique sous forme de cadre de réponse à compléter par le candidat. Le cadre de réponse sera assimilé au mémoire technique du candidat <i>(Note obtenue / 100) x 40</i> <p>Les candidats sont informés que, dans le cadre de la présente consultation, la remise des échantillons est exigée par l'acheteur. Les modalités de remise des échantillons sont précisées à l'article 5.2 du présent règlement de consultation.</p>	55 / 100

Lot 2

<p>Prix</p> <p>N1 (Note du candidat) = 60 * (Mmini/ Mi où</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mi est le montant total en Euros HT indiqué dans le Scénario de l'offre examinée • Mmini est le montant total en Euros HT indiqué dans le Scénario de l'offre recevable la moins chère <p>Pour l'application du critère « Prix », il sera tenu compte du montant figurant au Scénario complété par le candidat.</p> <p>En cas de discordance constatée dans une offre, les prix unitaires prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du DQE sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans le DQE seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du DQE qui sera pris en considération.</p>	<p>40 / 100</p>
<p>Valeur technique de l'offre</p> <p>Définition et appréciation du critère :</p> <p>La valeur technique de l'offre sera jugée sur le fondement des éléments d'appréciation suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Notation de la valeur technique sous forme de cadre de réponse à compléter par le candidat. Le cadre de réponse sera assimilé au mémoire technique du candidat <p><i>(Note obtenue / 100) x 40</i></p> <p>Les candidats sont informés que, dans le cadre de la présente consultation, la remise des échantillons est exigée par l'acheteur.</p> <p>Les modalités de remise des échantillons sont précisées à l'article 5.2 du présent règlement de consultation.</p>	<p>60 / 100</p>

En cas de procédure avec négociation, la négociation se déroulera par phases successives, à l'issue desquelles, sur la base des critères de sélection ci-dessus définis, le maître de l'ouvrage sélectionnera les candidats avec lesquels il continuera à négocier.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie, après classement des offres, par la personne ou l'organe compétent.

Sera déclarée comme irrégulière, une offre, qui, tout en apportant une réponse au besoin de l'entité adjudicatrice, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées au sein des documents de la consultation.

6.3 Attribution du marché

La réglementation ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer son offre. Toutefois, la signature de l'offre du candidat attributaire devra impérativement intervenir au plus tard à l'attribution du marché.

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir les documents qui justifient qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner dans un délai de 7 jours à compter de la demande de l'entité adjudicatrice.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

7. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres

La transmission des documents par voie électronique ne peut être réalisée qu'à l'adresse suivante : https://www.marches-securises.fr/perso/AR-Roland-Garros_974/.

Il est précisé que l'heure de réception est celle à laquelle le dernier octet est reçu

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+04:00).

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Formats de fichiers acceptés :

En cas de transmission de réponse par voie électronique, les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants, sous peine d'irrecevabilité de l'offre :

- Format bureautique propriétaire de Microsoft compatible version 2003 (.doc, .xls et .ppt),
- Format texte universel (.rtf),
- Format PDF (.pdf),
- Formats images (.gif, .jpg et .png),
- Format pour les plans (.dxf et .dwg).

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Copie de sauvegarde :

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ou sur support papier. Cette copie est transmise à l'adresse ci-dessous, sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde », l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise :

Aéroport de la Réunion Roland Garros
74 Avenue Roland Garros
Bâtiment KERVAL
Direction Achats
97438 Sainte-Marie

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits à l'article 2 II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure par l'entité adjudicatrice.

8. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande :

- De manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante : https://www.marches-securises.fr/perso/AR-Roland-Garros_974/

Seules les demandes adressées au moins 8 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part de l'entité adjudicatrice.

Une réponse sera adressée au plus tard 6 jours avant la date fixée pour la réception des offres aux candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés

Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article *Conditions d'envoi et de remise des candidatures et/ou des offres* du présent document.

9. Procédures de recours

Concernant la présente consultation, les éléments relatifs aux procédures de recours sont les suivants :

En application de l'ordonnance n°2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique, les recours suivants peuvent être introduits auprès du tribunal judiciaire de Saint-Denis de la Réunion :

Pour l'exercice d'un référé précontractuel dans un délai de 11 jours à compter de la réception par télécopie ou par mail de la lettre de rejet. Ce recours est réservé aux candidats qui sont susceptible d'être lésés par le manquement qu'elle invoque.

Pour l'exercice d'un référé contractuel, une fois le contrat signé, dans un délai d'un 1 mois à compter de la publication d'un avis d'attribution ou dans un délai de 6 mois à compter du lendemain de la conclusion du contrat dans les autres cas.

Ce recours n'est pas ouvert au demandeur ayant fait usage du référé précontractuel lorsque l'Entité Adjudicatrice a respecté le délai de suspension de 11 jours et s'est conformé à la décision juridictionnelle rendue sur ce recours.

ANNEXE : EXIGENCES RELATIVES AU CERTIFICAT DE SIGNATURE

Certificat de signature :

Le certificat de signature du signataire doit être conforme au règlement « eIDAS » ou équivalent et respecter le niveau de sécurité exigé. Le RGS (référentiel général de sécurité) est remplacé par le règlement « eIDAS » depuis le 1er octobre 2018.

Néanmoins, les candidats disposant déjà d'un certificat « RGS », celui-ci reste utilisable jusqu'au terme de sa période de validité.

- Cas 1 : Certificat émis par une Autorité de certification « reconnue » - Aucun justificatif à fournir

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans la liste de confiance suivante :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/confiance-numerique/le-reglement-eidas/liste-nationale-de-confiance/>

Les candidats européens trouveront également la liste complète des prestataires sur la liste de confiance tenue par la Commission européenne :

<https://esignature.ec.europa.eu/efda/tl-browser/#/screen/tl/FR>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

- Cas 2 : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance - Différents justificatifs à fournir

La plateforme de dématérialisation accepte tous les certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du Référentiel général de sécurité (RGS) et « eIDAS ».

Le candidat s'assure par lui-même que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité défini par le Référentiel général de sécurité (RGS) ou « eIDAS », et en fournit les justificatifs dans sa réponse électronique.

Le candidat fournit également tous les éléments techniques permettant à l'entité adjudicatrice de s'assurer de la bonne validité technique du certificat utilisé.

Ainsi, le signataire doit transmettre avec sa réponse électronique les éléments suivants :

a) tout élément permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature (preuve de la qualification de l'Autorité de certification, politique de certification, adresse du site internet du référencement de l'Autorité de certification),

b) les outils techniques de vérification du certificat (chaîne de certification complète jusqu'à l'Autorité de Certification racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation des certificats).

LE VOYAGE COMMENCE ICI

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.

Outil de signature utilisé pour signer les fichiers :

La réglementation autorise le soumissionnaire à utiliser l'outil de signature de son choix.

- Cas 1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme - Aucun justificatif à fournir

La plate-forme intègre un outil de signature électronique, qui réalise des Jetons de signature au format réglementaire XAdES.

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur les signatures électroniques transmises et l'outil de signature utilisé.

- Cas 2 : Le soumissionnaire utilise un autre outil de signature que celui intégré à la plate-forme - Différents justificatifs à fournir

Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui de la plate-forme, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- a) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- b) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e)

Agissant en qualité de

Nom et adresse de l'entreprise :

.....

.....

déclare sur l'honneur ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique.

N.B. : Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 du Code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

Documents de preuve disponibles en ligne :

Adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

.....

.....

Fait à

Le

Signature.....

.....